Let's Not Panic Over Wait Times

Friday, February 24, 2006 – The Supreme Court's 2005 *Chaoulli* decision has created quite a stir.

The Court argued that waiting lists are so long in parts of the country that individuals should be able to resort to private insurance to access private health care services outside the public system.

In a commentary, ***Don't Panic: A Hitchhiker's Guide to Chaoulli, Wait Times and the Politics of Private Insurance,*** Tom McIntosh, Director of CPRN's Health Network, analyzes the implications of that decision. He argues that the Court:

- ignored the scientific evidence on wait times, and
- in creating the option of a private, parallel system, chose a more intrusive solution, one that could derail progress in key areas of health care reform.

McIntosh, reviews the latest evidence on wait lists and wait times across the country. He demonstrates that significant progress is being made, albeit more in some regions than others. It extends to developing benchmarks and setting maximum wait times for certain procedures that can be applied in other jurisdictions. Progress may seem slow to some, but that reflects the complexity of the problem, he argues, not inaction.

The Court gives the impression there is a "crisis" that merits such a fundamental public policy shift as to create a parallel, private system. He doubts the Court would have reached such a conclusion if it had had the latest evidence on wait times.

McIntosh assesses the potential for private insurance coverage for procedures covered by medicare. He finds it limited, at least in the short to medium term, even were it legal. In the longer term, he argues, the health care debate is not simply about costs, but about the kind of system we want.

The *Chaoulli* decision has added fuel to the debate over public versus private delivery of care, and payment for services. The danger, McIntosh says, is that governments, prone to impatience over the complexities of improving wait lists and wait times, may be tempted to opt for a "big bang" solution. They might embrace some sort of parallel private system, despite the drawbacks, simply to appease public calls for action. But "big bang" solutions in the complex world of health care, he maintains, are no solution at all.

FRANÇAIS

subscribe

e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network

To access or download a copy of his commentary, click here.

unsubscribe

Canadian Policy Research Networks (CPRN) / Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP)

Évitons de paniquer au sujet des temps d'attente

Vendredi, le 24 février 2006 – Le jugement *Chaoulli* rendu par la Cour suprême en 2005 a créé toute une commotion.

La Cour a soutenu que les listes d'attente étaient tellement longues dans certaines régions du pays que les gens devraient pouvoir recourir à l'assurance privée pour avoir accès à des services de santé privés à l'extérieur du système public.

Dans un commentaire, ***Don't Panic: A Hitchhiker's Guide to Chaoulli, Wait Times and the Politics of Private Insurance,*** Tom McIntosh, directeur du Réseau de la santé des RCRPP, analyse les incidences de cette décision judiciaire. Il soutient que :

- la Cour n'a pas tenu compte des preuves scientifiques concernant les temps d'attente, et
- en se prononçant en faveur de l'option de la création d'un système parallèle privé, elle a choisi une solution beaucoup plus intrusive, qui pourrait faire dérailler les progrès dans des domaines majeurs de la réforme des soins de santé.

McIntosh passe en revue les données les plus récentes sur les listes et les temps d'attente au pays. Il fait valoir que des progrès significatifs sont en voie d'être réalisés, même si ceux-ci sont plus avancés dans certaines régions que dans d'autres. Ces initiatives comportent la mise au point de repères et l'établissement de temps d'attente maximums pour certaines interventions, qui peuvent s'appliquer dans d'autres instances législatives. Les progrès peuvent sembler lents pour certains, mais il soutient que cela est attribuable au caractère complexe du problème, et non pas à l'inaction.

La Cour donne l'impression qu'il y a une « crise » qui justifie un virage aussi fondamental de la politique publique que la création d'un système privé parallèle. Mais McIntosh doute que la Cour aurait tiré une telle conclusion si elle avait eu en main les données les plus récentes sur les temps d'attente.

ENGLISH

abonnement

e-network e-network e-network

Il évalue le potentiel qu'offre une couverture par l'assurance privée d'interventions assurées par le régime public d'assurance-maladie. Il conclut que ce potentiel est limité, du moins à court et à moyen terme, même si un régime privé était légalisé. Il soutient qu'à plus long terme, le débat sur les soins de santé ne porte pas uniquement sur les coûts, mais aussi sur le type de système que nous voulons avoir.

Le jugement *Chaoulli* a relancé le débat sur le rôle des secteurs public et privé dans la prestation de soins de santé, et sur le paiement pour les services. Le danger, selon McIntosh, c'est que les gouvernements, prédisposés à l'impatience en raison des difficultés d'améliorer les temps et les listes d'attente, soient tentés d'opter pour une solution de choc. Ils pourraient consentir à l'établissement d'une forme de système privé parallèle, en dépit de ses lacunes, tout simplement pour calmer les appels à l'action. Mais, à son avis, les solutions de choc dans l'univers complexe du secteur de la santé ne sont pas du tout une solution.

Pour consulter ou télécharger un exemplaire de son commentaire, veuillez cliquer ici.

e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net

désabonner